

**COMITE PERMANENT INTER-ETATS DE LUTTE  
CONTRE LA SECHERESSE DANS LE SAHEL  
CILSS**



**CENTRE REGIONAL AGRHYMET  
PROGRAMME MAJEUR FORMATION**



# **RAPPORT TECHNIQUE FINAL**

*ATELIER DE FORMATION*

**DE LA DIRECTION DE LA PROTECTION  
DES VEGETAUX ET DU CONDITIONNEMENT  
DU TCHAD**

*« La législation phytosanitaire et ses applications pratiques »*

(DARDA, 22 au 31 Juillet 2002)

---

ORGANISATION :

***INADES-FORMATION TCHAD***

B.P. : 945, N'Djaména, Tchad  
Tél. : (235) 51 70 24, Fax : (235) 51 52 70, E-mail : [inades.formation@intnet.td](mailto:inades.formation@intnet.td)

# SOMMAIRE

**PAGES :**

<b>RESUME .....</b>	<b>1</b>
<b>INTRODUCTION .....</b>	<b>3</b>
<b>DEROULEMENT DE LA FORMATION .....</b>	<b>3</b>
I.    OBJECTIFS DE LA FORMATION .....	3
II.   CONDITIONS D'ORGANISATION DE LA FORMATION .....	4
III.  REALISATION DES TRAVAUX DE L'ATELIER DE FORMATION .....	5
3.1. Période de réalisation des travaux de l'atelier	
3.2. Programme de formation et emploi du temps de l'atelier	
3.3. Participants à l'atelier	
3.4. animateurs de l'atelier	
3.5. Cérémonie d'ouverture et de clôture des travaux de l'atelier	
3.6. Evaluation de l'atelier par les participants	
3.7. Appui en documents	
3.8. Aspect financier	
<b>CONCLUSION .....</b>	<b>8</b>
<b>ANNEXES .....</b>	<b>9</b>
ANNEXE 1 : Termes de référence de l'organisation de l'atelier	
ANNEXE 2 : Programme de formation de l'atelier	
ANNEXE 3 : Emploi du temps des travaux de l'atelier	
ANNEXE 4 : Liste des participants à l'atelier de formation	
ANNEXE 5 : Allocutions prononcées lors de la cérémonie d'ouverture des travaux de l'atelier	
ANNEXE 6 : Allocutions prononcées lors de la cérémonie de clôture des travaux de l'atelier	
ANNEXE 7 : Motion de remerciement des participants à l'atelier	
ANNEXE 8 : Recommandations formulées par les participants à l'atelier	
ANNEXE 9 : Réponses des participants au questionnaire d'évaluation de l'atelier de formation	
ANNEXE 10 : Etat des attentes des participants à l'atelier au début et à la fin des travaux	
ANNEXE 11 : Liste des documents dont la reproduction et la distribution aux participants à l'atelier et à la Bibliothèque de la DPVC étaient prévues	

## RESUME

Du 22 au 31 Juillet 2002, s'est tenu à Darda (65 km au Sud de N'Djaména, Sous-Préfecture de Mandéla, Tchad) l'Atelier National de Formation sur la « **Législation phytosanitaire et ses applications pratiques** ». Financé conjointement par l'USAID (United States Agency for International Development) et le FONAP (Fonds National d'Appui à la Formation Professionnelle), avec l'appui technique du CILSS (Comité permanent Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel), cet atelier de formation a regroupé au total 38 participants venant des différents départements ministériels suivants :

- 30 cadres du Ministère de l'Agriculture dont 29 exerçant à la DPVC (Direction de la Protection de Végétaux et du Conditionnement) ;
- 8 cadres venant des autres départements ministériels qui entretiennent de bonnes relations de collaboration avec le Ministère de l'Agriculture dans le domaine de la législation phytosanitaire, du contrôle phytosanitaire et du contrôle des pesticides. Il s'agit des ministères ci-après :
  - ◆ Ministère du Commerce et de l'Artisanat ;
  - ◆ Ministère de l'Elevage ;
  - ◆ Ministère de l'Environnement et de l'Eau
  - ◆ Ministère de l'Economie et des Finances ;
  - ◆ Ministère de la Justice, Garde des Sceaux
  - ◆ Ministère de la Santé Publique
  - ◆ Ministère de la Sécurité Publique et de l'Immigration.

L'encadrement des travaux de l'atelier a été assuré par des experts tchadiens et surtout par le Consultant du CILSS en la personne de Docteur DIARRA Boua, Docteur-Ingénieur en Sciences Agronomiques, expert formateur en Phytopharmacie/Appareils et Techniques de Traitement. Au cours des travaux de cet atelier, les aspects suivants ont été abordés sur le plan de la formation des participants :

- **en matière de législation :**
  - ◆ la loi et la réglementation ;
  - ◆ l'élaboration, l'adoption, la promulgation et l'application des lois et les contraintes qui sont liées ;
  - ◆ la répression des contrevenants à la législation ;
  - ◆ les traités et conventions internationaux : leur adoption et leur ratification ;
  - ◆ les textes nationaux relatifs à la législation phytosanitaire et au contrôle des pesticides au Tchad.

➤ **en matière de contrôle phytosanitaire :**

- ◆ les conventions et réglementations internationales ;
- ◆ l'organisation administrative du contrôle phytosanitaire ;
- ◆ les infrastructures pour le contrôle phytosanitaire ;
- ◆ les documents et équipements de contrôle phytosanitaire ;
- ◆ les moyens humains et financiers pour le contrôle phytosanitaire ;
- ◆ les activités de contrôle phytosanitaire ;
- ◆ l'état de mise en œuvre des conventions relatives au contrôle phytosanitaire au Tchad ;
- ◆ la surveillance et le suivi des ennemis des cultures présents sur le territoire et la quarantaine au niveau national.

➤ **en matière de contrôle des pesticides :**

- ◆ les conventions et réglementations internationales ;
- ◆ l'organisation administrative pour le contrôle des pesticides ;
- ◆ les activités de contrôle des pesticides ;
- ◆ les infrastructures pour le contrôle des pesticides ;
- ◆ les moyens humains et financiers pour le contrôle des pesticides ;
- ◆ l'état de mise en œuvre des conventions relatives au contrôle des pesticides au Tchad.

Cette formation a été complétée par des informations et des débats fort intéressés aussi bien sur les situations et les réalités nationales tchadiennes que sur celles au niveau du Conseil Phytosanitaire Interafricain (CPI) de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA), de la FAO (« Organisation des Nations Unis pour l'Agriculture et Alimentation) et du CILSS en matière de législation sur le contrôle phytosanitaire et de législation sur le contrôle des pesticides. Par ailleurs, sur le plan pratique, les deux visites effectuées aux Postes de Contrôle Phytosanitaire de Nguéli à la frontière avec le Cameroun et à l'Aéroport International de N'Djaména ont permis aux participants de toucher du doigt les difficultés liées au manque de moyens de travail et auxquelles ces deux structures de contrôle phytosanitaire sont confrontées.

D'une manière générale, les travaux de l'atelier se sont déroulés dans une atmosphère empreinte de cordialité, de complémentarité et de franche collaboration et dans un esprit de responsabilité. Les bilans dressés au niveau des situations nationales et au niveau des institutions internationales et au niveau communautaire en matière de contrôle phytosanitaire et de contrôle des pesticides ainsi que les réflexions menées par les participants lors des travaux de l'atelier ont permis la mise en exergue des principales contraintes juridiques, institutionnelles, techniques, financières, socio-économiques, sanitaires et environnementales à l'élaboration et à l'application des textes législatifs dans les deux domaines cités ci-dessus.

C'est ainsi que des propositions de solutions d'amélioration ont été faites par les participants sous forme de recommandations adressées au Gouvernement du Tchad, aux partenaires au développement et au CILSS.

# INTRODUCTION

Du 22 au 31 Juillet 2002 s'est tenu au Foyer de l'Animateur de Darda (Centre de Développement Agricole de Darda, Sous-Préfecture de Mandéla, 65 km au Sud de N'Djaména, Tchad) l'atelier sur « ***La législation phytosanitaire et ses applications pratiques*** ».

Cet atelier de formation s'inscrivait dans le cadre du Renforcement des capacités en matière de Législation en Contrôle Phytosanitaire et de Législation des Pesticides sur financement de l'USAID. Il a été organisé à l'attention des agents de la DPVC exerçant des activités relatives à la législation phytosanitaire, principalement les responsables des Postes de Contrôle Phytosanitaire et des Bases Phytosanitaires, et d'agents de certaines structures nationales collaboratrices potentielles de la DPVC.

Il est le résultat de la requête de financement que le Tchad avait adressée au Centre Régional AGRHYMET (CRA) depuis le 20 Juillet 2001, mais qui n'avait pu être honorée, faute de fonds disponible pour de telles interventions à caractère national. Dans sa version initiale, en effet, la requête du Tchad impliquait non seulement une participation financière du CRA, mais aussi un appui technique en formateur(s) et en documents. Compte tenu des moyens à mobiliser, le CRA a ainsi soumis la requête du Tchad à l'USAID qui a donné une suite favorable.

## DEROULEMENT DE LA FORMATION

### I. OBJECTIFS DE LA FORMATION

Les objectifs à atteindre par la formation sollicitée étaient :

- situer la place de la législation phytosanitaire dans le développement agricole et son rôle dans la protection des cultures et des récoltes ;
- fournir aux participants les outils indispensables à une meilleure connaissance des textes législatifs dans le domaine de la protection phytosanitaire et dans celui du contrôle et de la gestion des pesticides ;
- renforcer les connaissances des participants sur les bonnes pratiques en matière de législation sur le contrôle phytosanitaire d'une part et de législation sur les pesticides d'autre part ;
- faire ressortir les contraintes à l'application des législations et réglementations nationales, sous-régionales, régionales et internationales en matière de contrôle phytosanitaire et de gestion des pesticides ;

- et, d'une manière générale, aider les participants à améliorer leurs capacités à remplir correctement leurs missions de service public dans le domaine de l'application des textes législatifs, de contrôle phytosanitaire et de contrôle et de gestion des pesticides, dans la mesure où le Tchad manque cruellement de cadres qualifiés dans ces domaines.

## II. CONDITIONS D'ORGANISATION DE LA FORMATION

L'octroi du financement de l'atelier par l'USAID s'est opéré sous deux conditions importantes :

- Le fonds USAID à transférer au bénéfice du Tchad doit être géré par une institution locale privée ou internationale compétente en gestion financière et si possible dans l'organisation d'ateliers de formation ;
- Le CILSS (Comité permanent Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel), par l'intermédiaire de ses structures techniques qui sont le CRA à Niamey (Niger) et l'INSAH (Institut du Sahel) à Bamako (Mali), doit assurer un appui technique à l'atelier de formation en y impliquant des animateurs spécialisés dans les aspects fondamentaux du programme de formation et en apportant un soutien en documents.

Compte tenu de ces conditions essentielles et de la distance qui sépare les différents partenaires impliqués dans l'organisation de l'atelier, des termes de référence ont été élaborés par le CRA (**voir annexe 1**) afin de fixer les attributions de chacune des parties suivantes :

- La DPVC du Tchad : institution bénéficiaire ;
- Un Organisme prestataire local : institution chargée de la gestion du financement accordé par l'USAID pour l'organisation de l'atelier de formation ;
- Le Centre Régional AGRHYMET et l'Institut du Sahel : institutions techniques du CILSS chargées de l'appui technique nécessaire à l'atelier de formation.

Conformément aux termes de référence, c'est la DPVC qui a identifié l'institution INADES-FORMATION devant se charger de la gestion du fonds octroyé par l'USAID pour l'organisation de l'atelier.

### III. REALISATION DES TRAVAUX DE L'ATELIER DE FORMATION

#### 3.1. Période de réalisation des travaux de l'atelier

Initialement prévue pour la période du 3 au 12 Juin 2002, la tenue de l'atelier de formation sur « *La législation phytosanitaire et ses applications pratiques* » a été reportée une première fois du 8 au 17 Juillet 2002, puis du 22 au 31 Juillet 2002 pour diverses raisons dont principalement la disponibilité des animateurs du CILSS, les difficultés de coordination entre les partenaires et le retard dans la signature du contrat de gestion du financement USAID.

#### 3.2. Programme de formation et emploi du temps de l'atelier

##### 3.2.1. Programme de formation de l'atelier

Le programme de formation initialement proposé par le Tchad a été maintenu, mais en prenant le soin de séparer autant que possible les aspects relatifs à chacun des deux grands domaines qui devaient être abordés, à savoir :

- Le Contrôle Phytosanitaire ;
- Le Contrôle des Pesticides.

Le programme détaillé de l'atelier se trouve en **annexe 2**.

##### 3.2.2. Emploi du temps de l'atelier

L'atelier s'est déroulé en dix jours selon le calendrier en **annexe 3**.

#### 3.3. Participants à l'atelier

Au total, 38 participants dont 29 de la DPVC (Structure bénéficiaire) et 9 de structures collaboratrices potentielles ont pris part à la formation. Si cet effectif est conforme aux prévisions (voir annexe 1), la répartition a légèrement changé. La liste des participants se trouve en **annexe 4**.

#### 3.4. Animateurs de l'atelier

Les animateurs initialement identifiés pour faire la formation étaient les suivants :

- **ALLADOUNGUE** Jean-Charles

Juriste, Direction de la Législation Générale et des Affaires Internationales, Ministère de la Justice du Tchad.

- **DIARRA** Amadou

Secrétaire Permanent du Comité Sahélien des Pesticides (CSP), Institut du Sahel/CILSS.

➤ **DIARRA Boua**

Formateur en Phytopharmacie/Appareils et Techniques de Traitement, Programme Majeur Formation, Centre Régional AGRHYMET/CILSS.

➤ **MBORODE** Bamtoboïn

Agro-biologiste, Direction de la Protection des Végétaux et du Conditionnement, Ministère de l'Agriculture du Tchad.

➤ **SOUGNABE PABAME** Souapibe

Phytopathologiste, Direction de la Protection des Végétaux et du Conditionnement, Ministère de l'Agriculture du Tchad.

Contrairement à ces prévisions, DIARRA Amadou (CSP), MBORODE Bamtoboïn (DPVC) et SOUGNABE PABAME Souapibe (DPVC) n'ont pu participer à l'animation des travaux de l'atelier en raison d'une mission du CSP à Ouagadougou (Burkina Faso) pour une semaine. Il faut, cependant, signaler que, hormis cette mission, la prise en charge de DIARRA Amadou par l'INSAH avait déjà rencontré quelques difficultés.

Dans les cas de MBORODE et de SOUGNABE, l'emploi du temps avait été réaménagé afin qu'ils puissent effectuer la mission à Ouagadougou et participer ensuite à l'animation de la formation, mais des difficultés sont apparues au dernier moment pour leur voyage retour. Aussi, ils ont été remplacés respectivement par TIGAYE Ndoubabé (Directeur de la DPVC) et DOYAM NODJASSE Amos (Inspecteur Phytosanitaire, Poste de Contrôle Phytosanitaire de Nguéli).

### **3.5. Cérémonies d'ouverture et de clôture des travaux de l'atelier**

#### 3.5.1. Cérémonie d'ouverture des travaux de l'atelier

Prévue pour le Lundi 22 Juillet 2002 à 10 heures 30, la Cérémonie d'ouverture a eu lieu à 11 heures 30. Elle a été marquée par la présence des personnalités ci-après :

- Directeur Général de l'Agriculture, représentant le Ministre de l'Agriculture ;
- Directeur de la DPVC ;
- Sous-préfet de Mandéla ;
- Représentant du FONAP ;
- Représentant d'INADES-FORMATION.

A cette occasion, deux allocutions ont été prononcées successivement par le Directeur de la DPVC (voir **Annexe 5A**) et le Directeur Général de l'Agriculture, représentant le Ministre de l'Agriculture (voir **Annexe 5B**).

### 3.5.2. Cérémonie de clôture des travaux de l'atelier

Elle a eu lieu le Mercredi 31 Juillet 2002 à 12 heures. A cette occasion, trois allocutions ont été prononcées respectivement par le Directeur de la DPVC voir **Annexe 6A**), le Représentant du FONAP (voir **Annexe 6B**) et le Directeur Général de l'Agriculture, représentant le Ministre de l'Agriculture (voir **Annexe 6C**). Le Sous-préfet de Mandéla est aussi intervenu brièvement pour souhaiter un bon retour des participants dans leurs foyers. Avant ces allocutions, trois représentants des participants ont lu le bilan des travaux de l'atelier (voir **Résumé**), la motion de remerciement (voir **Annexe 7**) et les recommandations (voir **Annexe 8**).

### 3.6. Evaluation de l'atelier par les participants

L'atelier a été évalué par les participants sur les plans de l'organisation, de l'exécution et du contenu de la formation. A cet effet, un questionnaire d'évaluation leur a été soumis au terme des travaux de l'atelier (voir les résultats détaillés en **annexe 9**). Par ailleurs, la formulation des attentes des participants au démarrage de la formation et l'évaluation de leur niveau de satisfaction à la fin des travaux ont permis aussi une appréciation du contenu de la formation (voir en **annexe 10**). A titre de résumé, il est ressorti que :

- Le thème de l'atelier était pertinent ;
- La période consacrée n'était pas propice (campagne agricole en cours et difficultés de déplacement des participants se trouvant à l'intérieur du pays) ;
- L'organisation a été bonne dans l'ensemble ;
- L'exécution a été moins bonne du fait d'une mauvaise coordination ;
- Le contenu de la formation était conforme aux attentes de la majorité des participants dans la mesure où trente participants (78,95% des 38 participants) ont exprimé leur satisfaction sur le plan des attentes à l'issue de la formation ;
- Les prestations des animateurs de l'atelier ont été globalement bien appréciées.

### 3.7. Appui en documents

En rapport avec la règle convenue avant la tenue de l'atelier, chacun des quatre animateurs a produit un support didactique pour illustrer la partie du programme de formation dont il avait la charge. Cependant, la distribution de ces documents a été faite avec un certain retard en raison non seulement de difficultés apparues dans le tirage, mais surtout à cause de la nette insuffisance du volet financier prévu dans le budget de l'atelier pour la reproduction des documents.

Conformément aux termes de référence de l'organisation de l'atelier, le CILSS, à travers le Centre Régional AGRHYMET, s'est acquitté de sa tâche d'appui en documents, mais la reproduction et la distribution aux participants n'a pas été possible pour la même raison évoquée plus haut (voir **en annexe 11** la Liste des documents dont la distribution aux participants était prévue). Aussi, seule la brochure « La législation phytosanitaire et son application dans les pays du CILSS » éditée par le Centre Régional AGRHYMET a pu être distribuée.

Compte tenu, cependant, de l'utilité des documents non distribués aux participants, Il a été convenu de les remettre à la DPVC qui pourra les affecter à sa composante chargée de la gestion de la documentation, avec la possibilité de les reproduire lorsque des opportunités financières se manifesteront.

### **3.8. Aspect financier**

Conformément aux termes de référence de l'organisation de l'atelier, la rédaction du rapport financier revenait au partenaire local chargé de la gestion du financement que l'USAID a octroyé au Tchad pour l'organisation de l'atelier. INADES-FORMATION est donc chargé de la rédaction du rapport financier détaillé de l'atelier. Aussi pour ce qui concerne ce rapport technique, les quelques indications ci-dessous sont données à titre de synthèse.

Suite à la soumission de la requête du Tchad à l'USAID par le CRA, le financement accordé au Tchad a finalement été de 20.000 dollars US (environ 14.000.000 de F CFA). Le budget estimatif adressé à TMG/USAID (The Mitchell Groupe, Inc/USAID) par INADES-FORMATION pour l'organisation de l'atelier a été de 13.179.000 F CFA. Une contribution financière nationale a été assurée par le FONAP (Fonds National d'Appui à la Formation Professionnelle) à titre de contribution du Gouvernement du Tchad à l'organisation de l'atelier. C'est d'ailleurs sur fonds propres d'INADES-FORMATION et grâce à cette contribution du FONAP que l'atelier a été partiellement préfinancé, le transfert du financement USAID n'ayant pas été effectif jusqu'à la fin des travaux de l'atelier.

## **CONCLUSION**

Initialement prévue pour la période du 3 au 12 Juin 2002, les travaux de l'atelier de formation sur « *La législation phytosanitaire et ses applications pratiques* » se sont déroulés finalement du 22 au 31 Juillet 2002 au Foyer de l'Animateur du Centre de Développement Agricole de Darda situé à 65 km au Sud de N'Djaména dans la Sous-préfecture de Mandéla.

Malgré les problèmes de coordination entre les différents partenaires impliqués dans l'organisation de l'atelier et surtout les difficultés rencontrées au dernier moment dans la mobilisation du financement de l'atelier, la formation s'est déroulée selon les grandes lignes du programme initialement prévu et à la satisfaction des participants. Ce bilan finalement réconfortant, en dépit de tous les problèmes relatifs au non transfert à temps du financement USAID, est à mettre à l'actif de la volonté de réussir de toutes les personnes ayant pris part à l'organisation et à l'exécution des travaux de l'atelier, y compris les participants dont la discipline et la motivation pour apprendre sont à souligner.

# ANNEXES

## **ANNEXE 1** : Termes de référence de l'organisation de l'atelier

### **TERMES DE REFERENCE POUR L'ORGANISATION D'UN ATELIER DE FORMATION AU TCHAD SUR LA LEGISLATION PHYTOSANITAIRE ET SES APPLICATIONS**

#### **I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION**

Suite au développement des réseaux de communication, terrestre et aérien notamment, à l'amélioration des moyens de transport et à la mise en place d'ensembles économiques et monétaires (exemple : la CBLT, la CEMAC, le CILSS), les échanges commerciaux entre le Tchad et les pays voisins deviennent de plus en plus importants.

Deux types de risques importants liés à ces échanges sont, d'une part la possibilité d'introduction d'organismes de quarantaine pour les productions agricoles dans le territoire tchadien, et d'autre part la possibilité d'introduction et d'utilisation de pesticides très dangereux pour la santé humaine, la santé animale et l'environnement.

Le Tchad dispose de textes législatifs relatifs à la réglementation des échanges des végétaux et des produits végétaux et à la circulation des pesticides, mais le manque de ressources humaines tant du point de vue quantitatif que qualitatif constitue une contrainte majeure à la mise en application de ces mesures législatives. Aussi, cet atelier de formation a été identifié comme un début de réponse à cette situation de plus en plus préoccupante.

#### **II. INSTITUTION BENEFICIAIRE**

L'atelier sera organisé au profit de la Direction de la Protection des Végétaux et du Conditionnement (DPVC) du Tchad, structure nationale chargée des questions relatives à la Gestion des organismes de quarantaine et des pesticides.

C'est ainsi que le groupe cible sera principalement constitué de vingt huit (28) agents de la DPVC auxquels seront associés dix (10) agents provenant de Services collaborateurs (exemple : Douanes, Génie Sanitaire et Assainissement, Police des Frontières, Environnement, Chambre de Commerce, Justice, Elevage).

Les agents de la DPVC visés en priorité par cet atelier de formation sont les Chefs de Postes de Contrôle Phytosanitaire, les Chefs de Bases Phytosanitaires, les Chefs de Section et les Agents ayant une responsabilité directe en matière de Législation (Elaboration et application de lois et de réglementations), de Contrôle Phytosanitaire (Gestion des organismes de quarantaine en agriculture) et de Contrôle des Pesticides (Gestion des pesticides).

### III. MODALITES D'EXECUTION DE L'ATELIER ET PARTENAIRES

L'atelier sera organisé sous forme d'une formation de groupe destinée uniquement à des ressortissants tchadiens. Son organisation impliquera les partenaires suivants :

- La DPVC du Tchad, institution bénéficiaire ;
- Un Organisme prestataire local, institution chargée de la gestion du financement accordé pour l'organisation de l'atelier de formation ;
- Le Centre Régional AGRHYMET (CRA) et l'Institut du Sahel (INSAH), institutions du CILSS (Comité permanent inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel) chargées de l'appui technique nécessaire à l'atelier de formation.

### IV. TACHES DE CHAQUE PARTENAIRE

Dans le souci d'une meilleure organisation de l'atelier de formation, les tâches sont réparties entre les trois (3) partenaires de la manière suivante :

#### ➤ **DPVC du Tchad**

L'institution bénéficiaire est chargée :

- ◆ de la recherche de l'organisme prestataire local ;
- ◆ des correspondances entre les partenaires dans le cadre de la coordination ;
- ◆ de la désignation éventuelle des personnes ressources locales complémentaires de concert avec le CRA et l'INSAH ;
- ◆ de l'organisation pratique de l'atelier de concert avec les autres partenaires en ce qui concerne la période appropriée, le lieu, la durée ;
- ◆ de la sélection et de la convocation des participants ;
- ◆ de toutes autres activités relatives à la coordination de l'organisation de l'atelier de formation.

#### ➤ **Organisme prestataire local**

L'organisme prestataire local doit être une institution internationale ou privée basée au Tchad et disposant d'un personnel compétent en matière de gestion de fonds et d'organisation d'atelier de formation. De concert avec l'USAID, institution ayant accordé le financement de l'atelier de formation, il est chargé :

- ◆ De l'organisation logistique de l'atelier ;
- ◆ De l'établissement du budget de la formation qui tient compte des éléments suivants : transport des participants, per diems, salles de cours, documentation, pause café, etc.. ;
- ◆ de la collecte et de la centralisation des pièces justificatives pour le bailleur ;
- ◆ de la rédaction du rapport financier de l'atelier ;

- ◆ de toutes autres activités relatives à la gestion du financement et de la logistique de l'atelier de formation.

➤ **Centre Régional AGRHYMET et Institut du Sahel**

En tant qu'institutions d'appui à l'atelier de formation le CRA et le Secrétariat Permanent du Comité Sahélien des Pesticide de l'INSAH sont chargés :

- ◆ de la désignation des experts du CILSS qui doivent appuyer l'organisme prestataire dans l'animation de l'atelier de formation ;
- ◆ de la finalisation du programme de formation de concert avec la DPVC et les éventuelles personnes ressources locales identifiées ;
- ◆ de l'élaboration des supports didactiques ;
- ◆ de la mise en œuvre de toutes autres formes d'appui nécessaire à la réalisation de l'atelier de formation ;
- ◆ de la rédaction du rapport technique de l'atelier.

**V. DISPOSITIONS PARTICULIERES**

- La participation des experts du CILSS à l'animation de l'atelier de formation (frais de voyage et per diem) sera prise en charge par le financement accordé dans le budget de leur institutions respectives.

**ANNEXE 2 : Programme de formation de l'atelier**

**A. NOTIONS JURIDIQUES** (*ALLADOUMNGUE Jean-Charles*)

**I. INTRODUCTION**

- 1.1. Définition de termes juridiques
- 1.2. Importance, force et hiérarchie des termes juridiques

**II. LA CONSTITUTION**

- 2.1. Types de constitution
- 2.2. Le préambule
- 2.3. Les pouvoirs publics

**III. LES TRAITES OU CONVENTIONS INTERNATIONALES**

- 3.1. Variétés de traités
- 3.2. Procédure de conclusion des traités
- 3.3. Application des traités

#### **IV. LA LOI**

- 4.1. Variétés de lois
- 4.2. Procédure d'élaboration des lois
- 4.3. Contrôle des lois et sanctions

#### **V. LE REGLEMENT**

- 5.1. Variétés de règlements
- 5.2. Entrée en vigueur des règlements
- 5.3. Disparitions des règlements

#### **VI. TECHNIQUES ET PROCÉDES D'ELABORATION DES LOIS ET DES REGLEMENTS**

- 6.1. Forme d'un projet de loi
- 6.2. Forme d'un projet d'ordonnance
- 6.3. Forme d'un projet de décret
- 6.4. Forme d'un texte modificatif

#### **VII. BIBLIOGRAPHIE**

### ***B. CONTROLE PHYTOSANITAIRE (DIARRA Boua)***

#### **I. INTRODUCTION**

- 1.1. Protection des végétaux et dissémination des organismes nuisibles
- 1.2. Origine des mesures de contrôle phytosanitaire
- 1.3. Aperçu sur l'évolution du contrôle phytosanitaire

#### **II. DEFINITIONS IMPORTANTES EN MATIERE DE CONTROLE PHYTOSANITAIRE**

#### **III. CONVENTIONS ET REGLEMENTATIONS INTERNATIONALES EN CONTROLE PHYTOSANITAIRE**

- 3.1. La Convention Internationale pour la Protection des Végétaux
- 3.2. La Réglementation Phytosanitaire Coordinée pour l'Afrique
- 3.3. La Réglementation Phytosanitaire Commune aux Etats membres du CILSS
- 3.4. Les exigences de la Réglementation Phytosanitaire de l'Union Européenne et ses répercussions sur les échanges commerciaux avec les pays du CILSS

#### **IV. ORGANISATION ADMINISTRATIVE DU CONTROLE PHYTOSANITAIRE**

- 4.1. Textes législatifs (lois et documents d'application) et/ou textes réglementaires
- 4.2. Structure compétente et organisation administrative

**V. INFRASTRUCTURES DE CONTROLE PHYTOSANITAIRE**

- 5.1. Postes de contrôle phytosanitaire
- 5.2. Station de quarantaine
- 5.3. Laboratoire(s) d'analyse
- 5.4. Station(s) de traitement (désinfestation, désinfection et destruction)

**VI. DOCUMENTS ET EQUIPEMENTS DE CONTROLE PHYTOSANITAIRE**

- 6.1. Documents de base pour le contrôle phytosanitaire
- 6.2. Autres documents pour le contrôle phytosanitaire
- 6.3. Moyens de communication et de locomotion pour le contrôle phytosanitaire

**VII. MOYENS HUMAINS ET FINANCIERS POUR LE CONTROLE PHYTOSANITAIRE**

- 7.1. Moyens humains
- 7.2. Importance des investissements financiers et des moyens financiers de fonctionnement

**VIII. ACTIVITES DE CONTROLE PHYTOSANITAIRE**

- 8.1. Etablissement et actualisation des listes des organismes nuisibles et autres documents pour le contrôle phytosanitaire
- 8.2. Contrôle à l'importation
- 8.3. Contrôle à l'exportation
- 8.4. Surveillance du territoire
- 8.5. Activités de formation/sensibilisation en matière de contrôle phytosanitaire

**IX. BIBLIOGRAPHIE*****C. SURVEILLANCE DU TERRITOIRE/LISTE DES MALADIES DE QUARANTAINE AU TCHAD (TIGAYE Ndoubabé)*****I. INTRODUCTION****II. SURVEILLANCE ET SUIVI DES NUISIBLES**

- 2.1. Données à collecter
- 2.2. Champ d'action du système de surveillance
- 2.3. Organisation d'un système de surveillance
- 2.4. Ressources humaines et infrastructures

### **III. INVENTAIRE ET CLASSEMENT DES NUISIBLES**

- 3.1. Comité consultatif
- 3.2. Etablissement des listes
- 3.3. Documentation bibliographique

## ***D. DIAGNOSTIC/IDENTIFICATION DES MALADIES DE QUARANTAINE AU TCHAD (TIGAYE Ndoubabé)***

### **I. INTRODUCTION**

### **II. OBSERVATION DES SYMPTOMES ET INTERPRETATION DES CIRCONSTANCES DE LEUR DEVELOPPEMENT**

- 2.1. Les symptômes
- 2.2. Prélèvement d'échantillons
- 2.3. Identification du pathogène

### **III. BIBLIOGRAPHIE**

## ***E. CONTROLE DES PESTICIDES (DIARRA Boua)***

### **I. INTRODUCTION**

Pourquoi gérer les pesticides

### **II. CONVENTIONS ET REGLEMENTIONS INTERNATIONALES SUR LES PESTICIDES**

- 2.1. Code International de conduite pour la distribution et l'utilisation des Pesticides
- 2.2. Procédure de l'information et du consentement préalables (ICP)
- 2.3. Réglementation des pesticides au niveau africain
- 2.4. Réglementation sur les pesticides commune aux pays membres du CILSS

### **III. ORGANISATION ADMINISTRATIVE DE LA GESTION DES PESTICIDES**

- 3.1. Textes réglementaires ou législatifs (lois et documents d'application)
- 3.2. Structure compétente de gestion des pesticides et organisation administrative

### **IV. ACTIVITES DE GESTION DES PESTICIDES**

- 4.1. Procédure d'homologation des pesticides
- 4.2. Contrôle des pesticides

## **V. INFRASTRUCTURES ET EQUIPEMENTS POUR LA GESTION DES PESTICIDES**

- 5.1. Stations et laboratoires de recherche en protection des végétaux
- 5.2. Postes de contrôle des pesticides
- 5.3. Laboratoire (s) d'analyse des pesticides et des résidus de Pesticides
- 5.4. Installations de décontamination des emballages vides des pesticides et d'élimination des pesticides obsolètes
- 5.5. Centre(s) anti-poison

## **VI. MOYENS HUMAINS ET FINANCIERS POUR LA GESTION DES PESTICIDES**

- 6.1. Moyens humains
- 6.2. Importance des investissements et des moyens de fonctionnement en matière de gestion des pesticides

## **VII. BIBLIOGRAPHIE**

### ***F. ANALYSE DES SYSTEMES JURIDIQUES NATIONAUX DE PROTECTION DES VEGETAUX (DOYAM NODJASSE Amos)***

#### **I. ROLE DE LA LEGISLATION DANS LA PROTECTION PHYTOSANITAIRE**

#### **II. ANALYSE DES SYSTEMES JURIDIQUES NATIONAUX DE PROTECTION DES VEGETAUX**

- 2.1. Titre et objectif de la loi
- 2.2. Cadre et structure de la loi
- 2.3. Concepts et termes fondamentaux dans la loi
- 2.4. Aspects institutionnels
- 2.5. Mesures de protection sur le plan national

### ***G. VISITES (DPVC, DIARRA Boua)***

- Poste de contrôle phytosanitaire de l'Aéroport International de N'Djaména ;
- Poste de contrôle phytosanitaire de Nguéli à la frontière Tchad-Cameroun (10 à 15 km de N'Djaména).

## **ANNEXE 3** : Emploi du temps des travaux de l'atelier.

### **LUNDI 22/07/2002**

11 H 30 – 12 H 00 : **Cérémonie d'ouverture des travaux de l'atelier (DPVC)**  
 12 H 00 – 13 H 00 : **Notions juridiques (ALLADOUMNGUE Jean-Charles)**  
 13 H 00 – 15 H 00 : Pause Déjeuner  
 15 H 00 – 16 H 15 : **Notions juridiques (ALLADOUMNGUE Jean-Charles)**  
 16 H 15 – 16 H 30 : Pause Café  
 16 H 30 – 18 H 30 : **Notions juridiques (ALLADOUMNGUE Jean-Charles)**

### **MARDI 23/07/2002**

07 H 30 – 10 H 30 : **Notions juridiques (ALLADOUMNGUE Jean-Charles)**  
 10 H 30 – 11 H 00 : Pause café  
 11 H 00 – 13 H 00 : **Notions juridiques (ALLADOUMNGUE Jean-Charles)**  
 13 H 00 – 15 H 00 : Pause Déjeuner  
 15 H 00 – 16 H 15 : **Notions juridiques (ALLADOUMNGUE Jean-Charles)**  
 16 H 15 – 16 H 30 : Pause Café  
 16 H 30 – 18 H 30 : **Notions juridiques (ALLADOUMNGUE Jean-Charles)**

### **MERCREDI 24/07/2002**

07 H 30 – 10 H 30 : **Contrôle Phytosanitaire (DIARRA Boua)**  
 10 H 30 – 11 H 00 : Pause café  
 11 H 00 – 13 H 00 : **Contrôle Phytosanitaire (DIARRA Boua)**  
 13 H 00 – 15 H 00 : Pause Déjeuner  
 15 H 00 – 16 H 15 : **Contrôle Phytosanitaire (DIARRA Boua)**  
 16 H 15 – 16 H 30 : Pause Café  
 16 H 30 – 18 H 30 : **Contrôle Phytosanitaire (DIARRA Boua)**

### **JEUDI 25/07/2002**

07 H 30 – 10 H 30 : **Contrôle Phytosanitaire (DIARRA Boua)**  
 10 H 30 – 11 H 00 : Pause café  
 11 H 00 – 13 H 00 : **Contrôle Phytosanitaire (DIARRA Boua)**  
 13 H 00 – 15 H 00 : Pause Déjeuner  
 15 H 00 – 16 H 15 : **Contrôle des Pesticides (DIARRA Boua)**  
 16 H 15 – 16 H 30 : Pause Café  
 16 H 30 – 18 H 30 : **Contrôle des Pesticides (DIARRA Boua)**

### VENDREDI 26/07/2002

- 07 H 30 – 10 H 30 : **Contrôle des Pesticides** (*DIARRA Boua*)  
 10 H 30 – 11 H 00 : Pause café  
 11 H 00 – 13 H 00 : **Contrôle des Pesticides** (*DIARRA Boua*)  
 13 H 00 – 15 H 00 : Pause Déjeuner  
 15 H 00 – 16 H 15 : **Contrôle des Pesticides** (*DIARRA Boua*)  
 16 H 15 – 16 H 30 : Pause Café  
 16 H 30 – 18 H 30 : **Contrôle des Pesticides** (*DIARRA Boua*)

### SAMEDI 27/07/2002

- 08 H 30 – 10 H 30 : **Surveillance du territoire et diagnostic des maladies**  
 (*TIGAYE NDoubabé*)  
 10 H 30 – 11 H 00 : Pause café  
 11 H 00 – 13 H 00 : **Surveillance du territoire et diagnostic des maladies**  
 (*TIGAYE NDoubabé*)  
 13 H 00 : Pause Déjeuner

Après-Midi libre

### DIMANCHE 28/07/2002

Journée libre

### LUNDI 29/07/2002

- 07 H 30 – 10 H 30 : **Analyse des systèmes juridiques nationaux de protection  
 des végétaux** (*DOYAM NODJASSE Amos*)  
 10 H 30 – 11 H 00 : Pause café  
 11 H 00 – 13 H 00 : **Analyse des systèmes juridiques nationaux de protection  
 des végétaux** (*DOYAM NODJASSE Amos*)  
 13 H 00 – 15 H 00 : Pause Déjeuner  
 15 H 00 – 16 H 15 : **Analyse des systèmes juridiques nationaux de protection  
 des végétaux** (*DOYAM NODJASSE Amos*)  
 16 H 15 – 16 H 30 : Pause Café  
 16 H 30 – 18 H 30 : **Analyse des systèmes juridiques nationaux de protection  
 des végétaux** (*DOYAM NODJASSE Amos*)

**MARDI 30/07/2002**

- 07 H 30 – 10 H 30 : **Visite des Postes de Contrôle Phytosanitaire de l'Aéroport International de N'Djaména et de Nguéli** (*DPVC et DIARRA Boua*)
- 10 H 30 – 11 H 00 : Pause café
- 11 H 00 – 13 H 00 : **Visite des Postes de Contrôle Phytosanitaire de l'Aéroport International de N'Djaména et de Nguéli** (*DPVC et DIARRA Boua*)
- 13 H 00 – 16 H 00 : Pause Déjeuner
- 16 H 00 – 18 H 30 : **Rédaction des motions de remerciement et des recommandations de l'atelier** (*PARTICIPANTS à l'atelier*)

**MERCREDI 31/07/2002**

- 07 H 30 – 10 H 30 : **Evaluation de l'atelier par les participants** (*DPVC et DIARRA Boua*)
- 10 H 30 – 12 H 00 : **Préparation de la Salle de cours pour la Cérémonie de clôture des travaux de l'atelier** (*DPVC*)
- 12 H 00 – 12 H 30 : **Cérémonie de clôture des travaux de l'atelier** (*DPVC*).

## **ANNEXE 4** : Liste des participants à l'atelier de formation

<b>NOMS ET PRENOMS</b>	<b>STRUCTURE D'ORIGINE</b>
ANNOUR ISMAÏL	DPVC
NADJIKOUMA NADWAÏ ELIE	DPVC
MBAÏLELDE TOKOUNDA	DPVC
DARI DOUAÏ	DPVC
DOURBAGA MAÏLA	DPVC
DOYAM NODJASSE	DPVC
GAKNON MBAÏKI	DPVC
BEMADJIEL DIMOU	DPVC
MALLOUM TCHERE	DPVC
MBAH NDODJIM	DPVC
ADOUM ABAKAR	DPVC
KOI DANNLA YENSI	DPVC
NADJI-ASSAL NGABAM	DPVC
DJIBO KOULENGAR	DPVC
KOUCHIAKBE MADY HAMAN	DPVC
SOLKEM NDJIEKHOR	DPVC
DARNADJI DJIRO	DPVC
DOCTOR BELBANG TCHOROUN	DPVC
NDOUBAKOÏ TATOLOUM	DPVC
DONANGBE REOU	DPVC
OUMAR ISSAKA	DPVC
DJEKADOM RIABE SAMUEL	DPVC
DOUMASSOUM NODJIEOUEL	DPVC
MOGAOU NAHARI	DPVC
MAHAMAT HASSAN ALI	DPVC
MADJIBAYE IDAÏNGAR	DPVC
NEKAOU LAOUMAYE	DPVC
OUSMANE AWADA	DPVC
BEMADJIEL NDOUMANGAR	DPVC
DJIMASDE MBAÏTOLOUM	Ministère de la Santé
NADJI NGARSENA	Ministère de la Sécurité Publique
LELTA ODIMALTA	Ministère du Commerce
ADAM HASSAN YACOUB	Ministère de l'Elevage
MAHAMAT KOURSI	Ministère de l'Environnement
RIANDJODJIM NETOGLEMEL	Ministère de la Sécurité Publique
TOLINE-NGUERA DANDOH	Ministère de la Justice
TOUATONGAR GODOULO	Office National de Développement Rural
MBAILASSEM PALEDE	Direction des Ressources en Eau et de la Météorologie

## **ANNEXE 5** : Allocutions prononcées lors de la cérémonie d'ouverture des travaux de l'atelier

### ***5A. Allocution du Directeur de la DPVC***

Monsieur le Représentant de l'Ambassadeur des Etats Unis au Tchad,  
 Monsieur le Représentant Résident de la FAO,  
 Monsieur le Secrétaire Permanent du CONACILSS au Tchad,  
 Monsieur le Sous-Préfet de Mandélie,  
 Monsieur le Directeur du Fonds d'Appui à la Formation Professionnelle,  
 Monsieur le Directeur de l'INADES-FORMATION,  
 Messieurs les Animateurs,  
 Honorables invités,

Je voudrais d'abord vous exprimer toute la joie que j'éprouve de me trouver avec vous ce matin à l'occasion de la cérémonie d'ouverture de l'atelier sur la « Législation phytosanitaire et ses applications pratiques », atelier financé conjointement par l'USAID et le FONAP, avec l'appui technique du CILSS.

Cette initiative heureuse de la DPVC, d'organiser cet atelier de formation vient renforcer et compléter les efforts du Ministère de l'Agriculture dans un secteur dont l'importance n'est plus à démontrer dans le domaine de la sécurité alimentaire de nos populations.

La tenue de cet atelier sur la législation phytosanitaire est une grande première quand on sait qu'hier encore, la DPVC n'était connue que dans son rôle de « Sapeur pompier » qui consistait à aller éteindre les incendies allumés dans les champs des paysans par les nuisibles ou ennemis des cultures et des récoltes.

Cet atelier est donc à la fois le lieu et l'occasion indiqués pour vous faire une brève présentation de la DPVC, son rôle et ses missions.

Créée en 1986 à la faveur des grandes invasions acridiennes généralisées dont le Tchad a été victime cette année là, la DPVC a pris le relais des organismes régionaux aujourd'hui disparus tels que l'OCLALAV et l'OICMA. Mais la DPVC est surtout au sein du Ministère de l'Agriculture, un instrument de la politique du Gouvernement en vue d'accroître la production agricole dans le cadre de la sécurité alimentaire. Pour atteindre cet objectif, la DPVC a pour missions essentielles entre autres :

- D'assurer la protection des végétaux, des produits végétaux et du matériel végétal par la mise en place de la lutte intégrée contre les ennemis des cultures et ce, en tenant compte de la protection de l'environnement, de la santé de l'homme et de l'animal ;
- D'orienter ses actions de manière à responsabiliser les agriculteurs pour la professionnalisation des groupements de défense des cultures ;

- D'élaborer les textes législatifs et réglementaires relatifs à la protection des végétaux et veiller à leur application en relation avec les autres Ministères et Service concernés ;
- De prodiguer aux agriculteurs les conseils sur les ennemis des cultures et les méthodes de lutte contre ceux-ci ;
- D'entretenir des relations de collaboration avec les pays et les institutions internationales dans le cadre de la lutte contre les organismes nuisibles aux végétaux et la gestion des pesticides.

Pour mener à bien ces mission, la DPVC est structurée au niveau central de la manière suivante :

#### 1. Division de la Législation et du Contrôle Phytosanitaire avec 3 Services

- Le Service du Contrôle Phytosanitaire et de la Quarantaine ;
- Le Service du Contrôle des pesticides ;
- Le Service du Conditionnement.

#### 2. Division de la Surveillance, des Interventions et de la Logistique avec 4 Services

- Le Service de la Défense des Cultures ;
- Le Service du Diagnostic, de l'Expérimentation et du Traitement des données ;
- Le Service de la Logistique ;
- Le Service de l'Encadrement et du Suivi des Agriculteurs.

Au niveau régional :

La DPVC est structurée en 11 Bases Phytosanitaires et 15 Postes de Contrôle Phytosanitaire placés aux principaux points d'entrée et de sortie du territoire national.

Cet ensemble constitue les structures déconcentrées de la DPVC, placées auprès des paysans en vue d'appliquer et d'exécuter au niveau local, les programmes et les missions qui lui sont assignés par le Gouvernement.

Mesdames,  
Messieurs,

Il n'est guère possible à notre époque d'envisager une stratégie de lutte contre les ennemis des cultures sans une législation phytosanitaire dynamique permettant d'introduire un climat de sécurité juridique et de confiance dans les échanges de végétaux et de protéger le consommateur grâce à des normes réglementant la qualité ou la composition des produits destinés à la consommation.

C'est l'une des préoccupations qui nous a poussé à organiser cet atelier de formation à l'ouverture duquel vous êtes cordialement invités.

Aussi, sans tarder, je demande à Monsieur le Représentant du Ministre de l'Agriculture de prononcer son allocution pour l'ouverture des travaux de cet atelier de formation sur la législation phytosanitaire et ses application pratiques.

Je vous remercie.

***5B. Allocution du Directeur Général de l'Agriculture, Représentant le Ministre de l'Agriculture***

Excellence monsieur l'Ambassadeur des Etats Unis d'Amérique,  
Monsieur le Représentant de la FAO,  
Monsieur le Secrétaire Permanent du CONACILSS au Tchad,  
Monsieur le Directeur du Fonds d'Appui à la Formation Professionnelle,  
Monsieur le Directeur de l'INADES-FORMATION,  
Messieurs les Animateurs,  
Mesdames, Messieurs les Participants,  
Honorables invités,

Permettez-moi tout d'abord de vous remercier et de vous exprimer toute ma satisfaction d'avoir bien voulu rehausser de votre présence, malgré vos lourdes charges, la cérémonie d'ouverture de cet atelier de formation dont le thème est la « Législation Phytosanitaire et ses Applications Pratiques ».

L'atelier à l'ouverture duquel vous êtes conviés aujourd'hui est une occasion idéale pour exprimer non seulement les problèmes liés à la législation sur le contrôle de la qualité des produits agricoles qui font l'objet d'importants échanges commerciaux au-delà des frontières nationales, mais également à la législation sur l'importation et l'utilisation souvent abusive des pesticides dans la production agricole et leurs répercussions sur notre environnement et nos écosystèmes déjà fragiles.

En ce début du 3<sup>ème</sup> millénaire qui se place sous l'angle de la mondialisation et de la globalisation, marquant une évolution rapide des sociétés, aucun pays au monde, quels que soient sa taille, ses ressources humaines et son potentiel économique, ne peut prendre le risque de vivre en autarcie. Il en découle l'impérieuse nécessité d'ouvrir ses frontières aux autres pays, favorisant par voie de conséquence les échanges commerciaux avec l'extérieur.

C'est ainsi qu'avec le développement des réseaux de communication et l'amélioration des moyens de transport d'une part, la mise en place d'ensembles économiques et monétaires régionaux, notamment le CILSS, la CLBT, la CEDEAO, la CEMAC d'autre par pour ne citer que ces exemples, les échanges de produits agricoles et de pesticides, non seulement prennent de plus en plus de l'importance, mais deviennent également un outil indispensable d'intégration de leurs économies respectives.

A l'occasion de ces échanges indispensables, les risques d'introduction de nouveaux organismes nuisibles aux productions végétales locales sont importants, tout comme sont importants les risques d'introduction frauduleuse dans les pays de pesticides dangereux, périmés ou non homologués et donc préjudiciables à la santé de l'homme, de l'animal et à la préservation de l'environnement et des équilibres des écosystèmes.

Certes, le Tchad dispose de textes législatifs et réglementaires nationaux ainsi que des conventions internationales permettant de réglementer les échanges des produits végétaux et la circulation des pesticides au-delà de ses frontières avec les autres pays, mais la stricte mise en application de telles mesures législatives suppose que le pays dispose de cadres compétents en quantité suffisante et rompu aux techniques d'application de ces mesures législatives. Malheureusement, pour le moment, l'insuffisance de cadres nationaux qualifiés dans le domaine de la législation phytosanitaire, du contrôle des produits végétaux, de la gestion des organismes de quarantaine et de la gestion des pesticides, constitue une contrainte majeure, qui ne permet pas au Ministère de l'Agriculture à travers sa structure spécialisée d'accomplir dans de bonnes conditions la mission qui lui est assignée.

Mesdames, Messieurs,

C'est donc cette préoccupation somme toute justifiée qui a amené le Ministère de l'Agriculture à organiser cet atelier de formation dont les grands axes et les objectifs s'inscrivent dans le cadre global de l'autosuffisance et de la sécurité alimentaire qui est de produire plus, quantitativement et qualitativement, dans un contexte sain et durable pour nos populations.

A cet égard, je voudrais d'abord vous fixer sur les principaux objectifs que cet atelier sur la législation phytosanitaire se propose d'atteindre. Il s'agit de :

1. Situer la place de la législation phytosanitaire dans le développement agricole et son rôle dans la protection des cultures et des récoltes ;
2. Permettre aux participants de se familiariser avec la panoplie des mesures de protection phytosanitaire sur le plan national et international ;
3. Fournir aux participants les outils indispensables à une meilleure connaissance des textes législatifs dans le domaine de la protection phytosanitaire et dans celui du contrôle et de la gestion des pesticides ;
4. Renforcer les connaissances des participants sur les bonnes pratiques en matière de législation sur le contrôle phytosanitaire d'une part, et de législation sur les pesticides d'autre part ;
5. Mettre en exergue les contraintes à l'application des législations et réglementations nationales, régionales et internationales, et en particulier celles du CILSS en matière de contrôle phytosanitaire, d'homologation et de contrôle des pesticides ;

Mesdames, Messieurs,

La présence à cet atelier des cadres d'autres départements ministériels, notamment ceux de l'Environnement et Eau, de la Justice, de la Santé, de l'Elevage, du Commerce, de l'Economie et Finances, de la Sécurité Publique et Immigration justifie bien, si besoin en est, que la place de la protection des végétaux doit être aménagée, en droit tchadien, au même titre que le droit des autres Secteurs.

Je ne terminerai cette allocution sans mettre un accent particulier sur la contribution financière et technique combien précieuse de nos partenaires au développement, grâce à laquelle, cet atelier a pu se tenir aujourd'hui.

C'est l'occasion pour adresser mes vifs remerciements :

1. à l'USAID dont l'appui financier a permis l'organisation du présent atelier ;
2. au Comité permanent Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel (CILSS) qui non seulement a transmis et appuyé notre requête auprès de l'USAID, mais aussi nous appuie sur le plan technique en nous envoyant un éminent expert en la personne de Monsieur BOUA DIARRA pour animer cet atelier de formation ;
3. au Directeur du FONAP qui a pris en charge la contribution du Gouvernement du Tchad.

Mesdames, Messieurs les participants,

Durant les dix jours de travaux, vous aurez à vous familiariser avec de nouvelles techniques d'application des mesures législatives, de contrôle des produits végétaux, de gestion des organismes de quarantaine et des pesticides.

Par conséquent, je vous exhorte, non seulement à profiter au maximum des enseignements qui vous seront donnés par les éminents spécialistes, mais également à valoriser vos expériences d'hommes de terrain dans un cadre d'échanges mutuels.

Pour terminer, je voudrais non seulement souhaiter plein succès aux travaux de cet atelier, mais également formuler le vœu que ces assises de DARDA conduisent à une collaboration plus franche et plus efficace entre les différents services représentés à cet atelier.

Je déclare ouvert l'atelier de formation sur la législation phytosanitaire et ses application pratiques.

Je vous remercie !

## **ANNEXE 6** : Allocutions prononcées lors de la cérémonie de clôture des travaux de l'atelier

### ***6A. Allocution du Directeur de la DPVC***

Excellence monsieur l'Ambassadeur des Etats Unis d'Amérique au Tchad,  
Monsieur le Ministre de l'Agriculture,  
Monsieur le Représentant Résident de la FAO,  
Monsieur le Sous-Préfet de Mandéla,  
Messieurs les Animateurs,  
Madame, Messieurs les Participants,  
Honorables invités,

Le 22 Juillet dernier, Le Directeur Général, représentant Monsieur le Ministre de l'Agriculture, a ouvert officiellement les travaux de l'atelier national de formation sur la législation phytosanitaire et ses applications pratiques.

Cet atelier, nous l'avons déjà dit, concerne, outre les cadres du Ministère de l'Agriculture, leurs collègues de l'Administration, ce qui démontre si besoin en est, la nécessaire collaboration qui existe entre le Ministère en charge de l'Agriculture et les autres Départements ministériels en matière de législation phytosanitaire.

Dix jours durant, les participants à cet atelier ont, non seulement examiné les problèmes liés à la législation sur le contrôle phytosanitaire et la gestion des pesticides, mais ils se sont également penchés sur la recherche des solutions adéquates susceptibles d'améliorer ou de renforcer les capacités nationales tant dans les domaines de la législation du contrôle phytosanitaire que dans celui de la gestion des pesticides.

A cet effet, avant de demander à Monsieur le Ministre de l'Agriculture de bien vouloir clôturer les travaux de cet atelier, je voudrais d'abord inviter les participants à donner lecture des fruits de leurs réflexions, ainsi que les recommandations et les conclusions auxquelles ils sont parvenus.

Je voudrais profiter de l'occasion qui m'est offerte pour exprimer ma gratitude et ma reconnaissance aux Bailleurs de Fonds, en particulier à l'USAID et au FONAP pour leur appui financier, aux Honorables Invités qui ont rehaussé de leur présence cette cérémonie de clôture, aux animateurs et aux participants qui n'ont ménagé aucun effort pour la réussite de cet atelier de formation sur la législation phytosanitaire et ses applications pratiques.

Je vous remercie.

### **6B. Allocution du Représentant du FONAP**

Monsieur le Ministre de l'Agriculture,  
Monsieur le Sous-Préfet de Mandéla,  
Messieurs les Représentants des organismes partenaires au développement,  
Messieurs les Directeurs et Chefs de Services,  
Mesdames, Messieurs,  
Honorables invités,  
Chers Participants,

L'honneur m'échoit de prendre la parole au nom du Directeur du Fonds National d'Appui à la Formation Professionnelle (FONAP) empêché, pour réitérer notre soutien au processus de valorisation des ressources humaines.

En effet, le FONAP est un établissement public spécialisé dans le financement de la formation professionnelle continue au profit des salariés des entreprises, des membres des associations et groupements. Ses ressources proviennent essentiellement de la taxe d'apprentissage et de formation professionnelle pour accomplir sa mission.

Son intervention au côté du Ministère de l'Agriculture témoigne de la volonté du Gouvernement de renforcer les capacités professionnelles des cadres de la Direction de la Protection des Végétaux à disposer d'un personnel qualifié.

L'occasion est opportune de rappeler que le FONAP, instrument d'appui au développement de la formation professionnelle continue, au tant que faire se peut, d'appuyer dans la limite de ses possibilités, le perfectionnement et le recyclage des cadres des Directions Techniques impliquées dans la stratégie EFE.

Aussi, nous demeurons convaincus que notre modeste contribution a permis d'atteindre les objectifs fixés par cet atelier.

Sur cette note, nous vous souhaitons bon retour dans vos familles respectives.

Je vous remercie.

**6C. Allocution du Directeur Général de l'Agriculture, Représentant le Ministre de l'Agriculture**

Excellence Monsieur l'Ambassadeur des Etats Unis d'Amérique,  
Monsieur le Représentant Résident de la FAO,  
Monsieur le Directeur du Fonds d'Appui à la Formation Professionnelle,  
Monsieur le Secrétaire Permanent du CONACILSS,  
Monsieur le Sous-Préfet de Mandéla,  
Monsieur le Directeur de l'INADES-FORMATION,  
Messieurs les Animateurs,  
Mesdames, Messieurs les Participants,  
Honorables invités,

Il m'est agréable de présider une fois de plus, dans ce même Centre, la cérémonie de clôture de l'atelier de Formation sur la Législation Phytosanitaire et ses Applications Pratiques, ouvert le 22 Juillet dernier.

Vous avez, Mesdames, Messieurs les Participants, discuté dix jours durant, des problèmes relatifs à la Législation et au Contrôle Phytosanitaire et examiné les difficultés et les défis rencontrés dans la gestion des organismes de quarantaine et des pesticides.

Vous avez également, à la lumière de vos discussions et de vos réflexions, souligné la nécessité d'améliorer le cadre juridique (législatif et réglementaire), afin de mieux responsabiliser les structures de l'Etat tant au niveau du Contrôle Phytosanitaire qu'à celui de la gestion des pesticides.

Enfin, vous vous êtes penchés, avec une attention particulière, sur la recherche des solutions adéquates susceptibles d'améliorer ou de renforcer les capacités nationales dans le domaine de la législation et du contrôle phytosanitaire et dans celui de la gestion des pesticides.

A cet égard, les recommandations pertinentes rédigées à l'issue de vos travaux, constituent non seulement le signe évident de votre participation active à cet atelier, mais témoignent également, si besoin en était, de l'intérêt et de l'importance que vous portez à cette formation.

Sur le plan du bilan, je note avec satisfaction, que tous les participants sélectionnés pour les travaux de cet atelier, ont répondu présents dès le début, et ont activement contribué aux résultats obtenus. Cette constatation est la preuve de l'intérêt que représentent les différents thèmes proposés par les Responsables de la Direction de la Protection des Végétaux et du Conditionnement.

Ce bilan globalement positif constitue pour nous Responsables du Ministère de l'Agriculture, les Bailleurs de fonds et les Experts ayant assuré l'encadrement, un grand motif de satisfaction, car il permet d'espérer sur de meilleures perspectives quant à la poursuite des formations de ce genre.

Je félicite tous les animateurs pour les efforts louables et intensifs consentis durant ces dix jours de travaux pour transmettre le maximum de leurs connaissances aux participants et ce, malgré les quelques imperfections qu'ils ont pu constater dans l'organisation matérielle de l'Atelier.

Mes félicitations vont également aux participants qui, grâce à leur bonne conduite, leur disponibilité, leur dynamisme et leur esprit d'ouverture, ont contribué positivement à la réussite de cette session.

Je vous rassure que les recommandations faites à l'issue des travaux de cet atelier seront examinées avec une grande attention.

Enfin, il me plaît de remercier toutes les personnalités ici présentes qui, malgré leurs multiples occupations, sont venues rehausser de leur présence cette cérémonie de clôture.

Mesdames, Messieurs les participants,

Au terme de cette formation, vous êtes désormais nantis des connaissances qui vous permettront de remplir pleinement votre mission de service public dans le domaine de l'application des textes législatifs sur le contrôle phytosanitaire et sur la gestion des pesticides, dans un esprit de complémentarité et de franche collaboration.

Avant de terminer, je tiens, une fois de plus, à remercier sincèrement l'USAID et le Fonds National d'Appui à la Formation Professionnelle (FONAP) pour leur soutien financier grâce auquel cet atelier a pu se tenir.

Je manquerai à mon devoir si je ne remerciais pas également le CILSS pour l'appui technique assuré par son Expert en la personne de BOUA DIARRA, Docteur-Ingénieur en Sciences Agronomiques, Expert formateur en Phytopharmacie/Appareils et Techniques de Traitement.

En espérant que le séjour de DARDA aura été bénéfique pour vous-même ainsi que pour les Administrations que vous représentez, je vous souhaite Mesdames, Messieurs, un bon retour dans vos familles respectives.

Sur ce, Mesdames, Messieurs, je déclare clos les travaux de l'atelier sur la « Législation phytosanitaire et ses applications pratiques ».

Je vous remercie.

## **ANNEXE 7** : Motion de remerciement des participants à l'atelier

- Considérant l'importance des échanges commerciaux avec l'extérieur en ce début du troisième millénaire qui se place sous l'angle de la mondialisation et de la globalisation ;
- Considérant la préoccupation du Gouvernement d'assurer la sécurité alimentaire de nos populations ;
- Considérant qu'il n'est guère possible à notre époque d'envisager une stratégie de lutte contre les ennemis des cultures sans une législation phytosanitaire dynamique permettant d'introduire un climat de sécurité juridique et de confiance dans les échanges des végétaux et de protéger le consommateur grâce à des normes réglementant la qualité ou la composition des produits destinés à la consommation ;

### **NOUS**

#### **Participants à l'atelier de formation sur la législation phytosanitaire et ses applications pratiques, tenu à DARDA du 22 au 31 Juillet 2002, **remercions** :**

- Le Gouvernement de la République du Tchad pour avoir bien voulu organiser cet atelier de formation dont les grands axes et les objectifs s'inscrivent dans le cadre global de l'autosuffisance et la sécurité alimentaire ;
- L'USAID dont l'appui financier a permis l'organisation de cet atelier ;
- Le CILSS pour son appui technique combien louable pour la réussite de cet atelier ;
- Le FONAP qui a bien voulu prendre en charge la contribution du Gouvernement tchadien ;
- Le Docteur-Ingénieur BOUA DIARRA, Expert Formateur en Phytopharmacie/Appareils et Techniques de Traitement ainsi que les Experts Formateurs nationaux.
- L'INADES-FORMATION et le Foyer d'Animation de DARDA qui ont rendu le séjour agréable durant cet atelier.

Fait à DARDA, le 31 Juillet 2002

### **LES PARTICIPANTS**

## **ANNEXE 8** : Recommandations formulées par les participants à l'atelier

- Considérant que les Postes de Contrôle Phytosanitaire et de Contrôle des Pesticides constituent l'une des structures importantes dans la Législation Phytosanitaire ;
- Considérant que les sessions de formation continue et les voyages d'études ou d'échange sont un cadre idéal pour permettre à la Direction de la Protection des Végétaux et du Conditionnement (PDVC) de disposer d'agents compétents ;
- Considérant que la fonction d'Inspecteur Phytosanitaire ne peut s'exercer que dans un cadre juridique et administratif ;
- Considérant que l'application efficace de la législation phytosanitaire requiert le concours d'autres services de l'Etat ;
- Considérant l'emploi abusif des pesticides qui représente un danger pour l'homme, l'animal et l'environnement ;
- Considérant l'insuffisance des moyens de l'Etat ;

**Nous, Participants à l'atelier de formation sur la législation phytosanitaire et ses applications pratiques**, tenu à Darda du 22 au 31 Juillet 2002, **recommandons** :

### **1. A la DPVC, au Ministère de l'Agriculture et au Gouvernement :**

- De rendre opérationnel tous les Postes de Contrôle Phytosanitaire déjà créés en les équipant et dotant des moyens de travail adéquats (moyens logistiques, moyens humains ...) ;
- De créer de nouveaux Postes de Contrôle Phytosanitaire avec des infrastructures nécessaires ;
- D'organiser régulièrement des sessions de formation et de perfectionnement pour tous les agents de la DPVC ;
- De doter les agents en documents nécessaires au Contrôle Phytosanitaire (brochures, fiches techniques ....) et d'instituer des cadres d'échange d'expériences (voyages d'études, ateliers, réunions, informations scientifiques) ;
- De mettre en œuvre une politique crédible des Inspecteurs Phytosanitaires par l'assermentation, l'établissement des cartes professionnels spéciales et l'affectation des agents assermentés et commissionnés ;

- De renforcer la collaboration entre les Inspecteurs Phytosanitaires et les autres services de l'administration (Douanes, Santé Publique, Elevage, Environnement, Justice, Commerce et Industrie, Sécurité Publique ...) par des échanges d'information et l'instauration d'un cadre permanent de concertation ;
- De renforcer les capacités d'analyse du Laboratoire de la DPVC ;
- D'installer, dans le meilleur délai, le Comité National de Gestion des Pesticides pour le rendre opérationnel ;
- De ratifier, dans le meilleur délai, les Conventions Internationales sur la législation phytosanitaire auxquelles le Tchad a souscrit ;
- D'accélérer la parution des textes réglementaires déjà soumis.

## **2. Au Secrétariat Exécutif du CILSS :**

- De continuer à appuyer régulièrement la DPVC dans le cadre du recyclage et du perfectionnement de ses agents ;
- De mettre en place à l'image du Comité Sahélien des Pesticides (CSP), un autre Comité chargé de l'élaboration de la Liste des Organismes de Quarantaine.

## **3. Aux Partenaires au développement :**

- De continuer à soutenir les efforts du Gouvernement en matière de Législation Phytosanitaire par l'action de financements conséquents.

Fait à Darda, le 31 Juillet 2002

### **LES PARTICIPANTS**

## **ANNEXE 9** : Réponses des participants au questionnaire d'évaluation de l'atelier de formation

### **Remarque importante**

Du fait que, d'une part les 38 participants n'ont pas rempli le questionnaire et d'autre part ceux ayant rempli n'ont pas répondu systématiquement à toutes les questions, les réponses ci-dessous mentionnées ne concernent donc que les réponses effectives pour chaque question.

### **QUESTIONNAIRE D'EVALUATION**

Marquez d'une croix les appréciations qui correspondent à votre opinion et indiquez succinctement vos suggestions pour une éventuelle formation future sur le même thème.

#### **I. EVALUATION DE L'ORGANISATION DE L'ATELIER ET DU DEROULEMENT DES TRAVAUX**

##### **1.1. Organisation des voyages :**

<i>Très bonne</i>	<i>Assez bonne</i>	<i>Mauvaise</i>
[ 2 = <b>6,10%</b> ]	[ 20 = <b>60,60%</b> ]	[ 11 = <b>33,30%</b> ]

##### **Suggestions éventuelles sur les voyages :**

- *Prévoir le remboursement des frais de voyage aller dès l'arrivée des participants ayant fait un voyage ;*
- *Informez plus tôt les participants de l'intérieur de la tenue d'un atelier de formation.*

##### **1.2. Conditions d'hébergement:**

<i>Très bonnes</i>	<i>Bonnes</i>	<i>Mauvaises</i>
[ 8 = <b>24,25%</b> ]	[ 24 = <b>72,72%</b> ]	[ 1 = <b>3,05%</b> ]

##### **Suggestions éventuelles sur les conditions d'hébergement :**

- *Prévoir le remplacement des draps et le nettoyage des chambres.*

### 1.3. Aspects prise en charge durant le séjour (taux de per diem, couverture sanitaire, pause café, etc.):

<i>Très bons</i> [ 2 = <b>7,15%</b> ]	<i>Bons</i> [ 6 = <b>21,40%</b> ]	<i>Assez bons</i> [ 13 = <b>46,45%</b> ]	<i>Mauvais</i> [ 7 = <b>25,00%</b> ]
--	--------------------------------------	---	---

#### Suggestions éventuelles sur la prise en charge :

- *Communiquer le taux de per diem avant la tenue de l'atelier ;*
- *Augmenter le taux de per diem.*

### 1.4. Appréciation générale sur l'organisation (préparatifs et exécution) de l'atelier:

<i>Très bonne</i> [ 2 = <b>6,45%</b> ]	<i>Bonne</i> [ 6 = <b>19,35%</b> ]	<i>Assez bonne</i> [ 16 = <b>51,60%</b> ]	<i>Mauvaise</i> [ 7 = <b>22,60%</b> ]
---	---------------------------------------	--	--

#### Suggestions éventuelles sur l'organisation générale de l'atelier :

- *Rembourser au moins les frais de voyage à l'arrivée des participants ;*
- *Améliorer la coordination ;*
- *Communiquer le programme de formation aux participants avant la tenue de l'atelier ;*
- *Distribuer à temps les documents didactiques de l'atelier ;*
- *Améliorer l'organisation de l'atelier sur le plan financier.*

## II. EVALUATION DU CONTENU DU PROGRAMME DE L'ATELIER

### 2.1. Pertinence du thème par rapport à la situation en matière de gestion des organismes nuisibles et des pesticides:

<i>Très pertinent</i> [ 17 = <b>51,50%</b> ]	<i>Pertinent</i> [ 15 = <b>45,45%</b> ]	<i>Peu pertinent</i> [ 0 = <b>0,00%</b> ]	<i>Pas pertinent</i> [ 1 = <b>3,05%</b> ]
---	--	--	--

#### Suggestions éventuelles sur la pertinence du thème de l'atelier :

- *Faire deux ateliers séparés sur le Contrôle Phytosanitaire et sur le Contrôle des Pesticides ;*
- *Faire un atelier sur les organismes de quarantaine.*

### 2.2. Pertinence de la période retenue pour l'atelier:

<i>Très bonne période</i> [ 5 = <b>15,10%</b> ]	<i>Bonne période</i> [ 12 = <b>36,40%</b> ]	<i>Mauvaise période</i> [ 16 = <b>48,50%</b> ]
--	--	---

#### Suggestions éventuelles sur la période d'organisation de l'atelier :

- *Faire l'atelier en saison sèche dans l'avenir.*

### 2.3. Les différents aspects abordés au cours de l'atelier ont-ils couvert le thème?

<i>Très largement</i>	<i>Largement</i>	<i>Assez largement</i>	<i>Insuffisamment</i>
[ 7 = <b>21,20%</b> ]	[ 19 = <b>57,60%</b> ]	[ 7 = <b>21,20%</b> ]	[ 0 = <b>0,00%</b> ]

#### Suggestions éventuelles sur les différents aspects abordés :

- *Faire en sorte que les animateurs initialement identifiés soient ceux qui animent en fait les travaux de l'atelier ;*
- *Distribuer les documents didactiques à temps.*

### 2.4. Comment trouvez-vous les volumes horaires (durées) alloués (attribués) aux différents aspects du programme de l'atelier?

<i>Très suffisants</i>	<i>Suffisants</i>	<i>Assez suffisants</i>	<i>Insuffisants</i>
[ 5 = <b>15,15%</b> ]	[ 17 = <b>51,50%</b> ]	[ 4 = <b>12,15%</b> ]	[ 7 = <b>21,20%</b> ]

#### Suggestion éventuelles sur les volumes horaires alloués :

- *Augmenter les volumes horaires pour permettre des discussions plus approfondies ou pour que les animateurs aient suffisamment de temps pour approfondir les aspects considérés à priori comme non essentiels ;*
- *Prévoir un atelier de trois semaines pour le programme présentement proposé ;*
- *Attribuer les horaires selon l'importance des aspects abordés.*

### 2.5. Comment jugez-vous les aspects abordés à travers le programme sur le plan des connaissances acquises au cours de l'atelier?

<i>Très nouveaux</i>	<i>Nouveaux</i>	<i>Partiellement nouveaux</i>	<i>Déjà connus</i>
[ 2 = = <b>6,05%</b> ]	[ 2 = = <b>6,05%</b> ]	[ 26 = = <b>78,80%</b> ]	[ 3 = <b>9,10%</b> ]

#### Suggestions éventuelles les aspects abordés :

- *Pas de suggestions.*

**2.6. Comment jugez-vous l'apport des aspects ci-dessous abordés lors des travaux de l'atelier par rapport à vos connaissances antérieures (cochez la bonne appréciation)?**

<b>ASPECTS ABORDES DANS LE PROGRAMME</b>	<b>TRES UTILE</b>	<b>UTILE</b>	<b>PAS UTILE</b>
Conventions et réglementations internationales en matière de protection des végétaux et de contrôle phytosanitaire	27 [ 81,80% ]	6 [ 18,20% ]	0 [ 0,00% ]
Organisation du contrôle phytosanitaire, infrastructures, équipements, moyens humains et financiers	21 [ 61,75% ]	12 [ 35,30% ]	1 [ 2,95% ]
Contrôle phytosanitaire et exigences entre pays, groupes de pays et nécessité d'harmoniser les textes législatifs	24 [ 70,60% ]	10 [ 29,40% ]	0 [ 0,00% ]
Elaboration, adoption, promulgation, application des lois et les contraintes qui sont liées	23 [ 69,70% ]	9 [ 27,30% ]	1 [ 3,00% ]
Conventions et réglementations internationales en matière de gestion des pesticides	22 [ 66,70% ]	11 [ 33,30% ]	0 [ 0,00% ]
Bilans critiques des situations nationales, débats et propositions de solutions en matière de contrôle phytosanitaire	13 [ 38,25% ]	20 [ 58,80% ]	1 [ 2,95% ]
Bilans critiques, débats et propositions de solutions en matière de réglementation commune sur le contrôle phytosanitaire	15 [ 45,45% ]	18 [ 54,55% ]	0 [ 0,00% ]
Bilans critiques, débats et propositions de solutions en matière de réglementation commune sur l'homologation des pesticides	19 [ 55,90% ]	14 [ 41,15% ]	1 [ 2,95% ]
Bilans critiques des situations nationales, débats et propositions de solutions en matière de législation des pesticides	19 [ 55,90% ]	14 [ 41,15% ]	1 [ 2,95% ]
Sorties effectuées dans le cadre de la législation en matière de contrôle phytosanitaire et de contrôle des pesticides au niveau des postes de contrôle	14 [ 42,40% ]	14 [ 42,40% ]	5 [ 15,20% ]
Activités de contrôle des pesticides, infrastructures, équipements, moyens humains et financiers	19 [ 59,40% ]	11 [ 34,40% ]	2 [ 6,20% ]

**2.7. Comment jugez-vous le fait d'avoir groupé le contrôle phytosanitaire et la gestion des pesticides en un programme unique?**

<i>Très judicieux</i> [ 10 = <b>31,25%</b> ]	<i>Judicieux</i> [ 18 = <b>56,25%</b> ]	<i>Assez judicieux</i> [ 4 = <b>12,50%</b> ]	<i>Pas judicieux</i> [ 0 = <b>0,00%</b> ]
---	--	---	--

**Suggestions éventuelles sur le fait d'avoir groupé le contrôle phytosanitaire et la gestion des pesticides :**

➤ *Pas de suggestions.*

**2.8. Comment jugez-vous globalement les prestations (interventions et animations) des experts?**

<i>Très bonnes</i> [ 11 = <b>35,50%</b> ]	<i>Bonnes</i> [ 16 = <b>51,60%</b> ]	<i>Assez bonnes</i> [ 4 = <b>12,90%</b> ]	<i>Passables</i> [ 0 = <b>0,00%</b> ]
--	---	--	--

**Suggestions sur les prestations (interventions et animations) des animateurs :**

➤ *Pas de suggestions.*

**2.9. Comment jugez-vous qualitativement la documentation mise à votre disposition à l'issue des travaux de l'atelier?**

<i>Très utile</i> [ 22 = <b>70,95%</b> ]	<i>Utile</i> [ 9 = <b>29,05%</b> ]	<i>Assez utile</i> [ 0 = <b>0,00%</b> ]	<i>Pas utile</i> [ 0 = <b>0,00%</b> ]
---	---------------------------------------	--	--

**Suggestions éventuelles sur la qualité de la documentation :**

- *Relier les documents avant de les distribuer ;*
- *Multiplier les documents qui l'ont pas été, faute de prévision budgétaire suffisante, et les distribuer plus tard aux participants à l'atelier.*

**2.10. Comment jugez-vous l'impact (l'incidence) des connaissances acquises durant l'atelier sur le plan de vos futures prestations dans votre pays?**

<i>Grand impact sur la qualité des futures prestations</i> [ 26 = <b>83,90%</b> ]	<i>Impact moyen sur la qualité des futures prestations</i> [ 5 = <b>16,10%</b> ]	<i>Peu d'impact sur la qualité des futures prestations</i> [ 0 = <b>0,00%</b> ]
--	---	--

**Suggestions éventuelles pour les sujets (aspects) à approfondir ou à introduire dans le programme d'un futur atelier sur le même thème :**

- Développer l'aspect « Analyse des résidus de pesticides » ;
- Développer l'aspect « Types de pesticides et leurs degrés d'intoxication, leurs antidotes et les secours d'urgence à un intoxiqué » ;
- Donner la liste des organismes de quarantaine (voir document non multipliés attribués à la DPVC) ;
- Développer l'aspect « Techniques de contrôle et de gestion des pesticides ».

**3. Indiquez les autres remarques ou suggestions éventuelles sur l'organisation, l'exécution des travaux et le contenu du programme de l'atelier :**

- Participants ayant formulé des remarques ou des suggestions : 13
- Participants n'ayant pas formulé de remarques ou de suggestions : 21

**Remarques et Suggestions :**

- 1- Il fallait prévoir deux experts dont un en contrôle phytosanitaire et un en contrôle des pesticides ;
- 2- L'organisation et l'exécution de l'atelier sont acceptables ;
- 3- Il n'y a eu suffisamment d'informations très claires (transparentes) sur le plan financier ;
- 4- L'organisation a été mal faite du fait que l'atelier a démarré sans que les moyens nécessaires soient réunis ;
- 5- La coordination a été mauvaise dans l'organisation et l'exécution de l'atelier ;
- 6- La saison sèche est la période la plus propice pour l'organisation d'un tel atelier en raison des difficultés de déplacement des agents de l'intérieur du pays ;
- 7- La durée consacrée à cet atelier a été insuffisante car elle n'a pas permis d'approfondir tous les aspects inscrits au programme ;
- 8- Augmenter le taux de per diem, bien choisir la période retenue pour la formation, distribuer les documents en quantité suffisante, prévoir des bus pour le transport des participants lors des visites ;
- 9- Améliorer la coordination au niveau des moyens logistiques lors des visites ;
- 10- L'atelier s'est bien déroulé dans l'ensemble malgré certaines irrégularités sur le plan financier ;
- 11- Il y a eu défaillance dans l'organisation car il n'y a pas eu de per diem jusqu'à la fin de l'atelier ;
- 12- Il n'y a pas eu d'envoi de fiche signalétique de l'atelier aux participants avant la tenue de la formation ;
- 13- Développer prochainement l'aspect « Lutte intégrée : avantages et inconvénients ».

## **ANNEXE 10** : Etat des attentes des participants à l'atelier au début et à la fin des travaux

<b>NOMS ET PRENOMS</b>	<b>STRUCTURE D'ORIGINE</b>	<b>ATTENTES AVANT LA FORMATION</b>	<b>ATTENTES APRES LA FORMATION</b>
ANNOUR ISMAÏL	DPVC	- Néant.	- Je ne suis pas satisfait.
NADJIKOUMA N. ELIE	DPVC	- Gestion des pesticides ; - Comment déterminer les résidus des pesticides dans les produits végétaux ? - Contrôle phytosanitaire (Matériels de contrôle).	- Mes attentes sont satisfaites.
MBAÏLELDE TOKOUNDA	DPVC	- Avoir plus de connaissances sur la législation et le contrôle phytosanitaire ; - Aspects techniques de contrôle.	- Je suis très satisfait.
DARI DOUAI	DPVC	- Technique de contrôle des produits végétaux, des pesticides et des ennemis des cultures aux frontières.	- Je suis très satisfait de la formation car elle m'a permis de connaître beaucoup de choses sur le contrôle phytosanitaire et ses applications ainsi que la gestion des pesticides.
DOURBAGA MaïLA NICOLAS	DPVC	- Techniques de contrôle des pesticides en milieu rural ; - Techniques de contrôle des nuisibles des denrées stockées dans les grandes villes.	- Je suis satisfait de la formation et je souhaite son suivi par le CILSS.
DOYAM NODJASSE	DPVC	- Perfectionnement dans le domaine de la législation phytosanitaire par l'acquisition de nouvelles techniques et rappels éventuels (recyclage).	- Je suis satisfait car l'occasion m'a permis de me recyclé.

GAKNON MBAÏKI	DPVC	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La législation ;</li> <li>- Le contrôle phytosanitaire.</li> </ul>	- Attentes satisfaites.
BEMADJIEL DIMOU	DPVC	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Connaître la législation phytosanitaire ;</li> <li>- Comment appliquer la législation phytosanitaire dans le cadre du contrôle des végétaux, des produits des végétaux et du matériel végétal.</li> </ul>	- Attentes satisfaites.
MALLOUM TCHERE	DPVC	<p>La législation :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Domaine international ;</li> <li>- Son application ;</li> <li>- Ces intérêts dans un pays ;</li> <li>- Ces inconvénients.</li> </ul>	- Attentes satisfaites.
MBAH NDODJIM	DPVC	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Législation internationale ;</li> <li>- Contrôle phytosanitaire ;</li> <li>- Identification des criquets.</li> </ul>	- Néant
ADOUM ABAKAR	DPVC	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Connaître les différentes conventions internationales sur le contrôle phytosanitaire ;</li> <li>- Les mécanismes de contrôle des pesticides ;</li> <li>- La quarantaine.</li> </ul>	- Je suis satisfait.
DARNADJI DJIRO	DPVC	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Approfondir mes connaissances dans le domaine du contrôle phytosanitaire.</li> </ul>	- Mes attentes sont parfaitement satisfaites.
KOI DANNLA YENSI	DPVC	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Connaître la législation phytosanitaire commune aux pays du CILSS ;</li> <li>- Etre capable d'identifier les symptômes des maladies et autres nuisibles dont les introductions sont interdites dans la sous-région .</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Première attente satisfaite ;</li> <li>- Deuxième attente pour un futur atelier.</li> </ul>

NADJI-ASSAT NGABAM	DPVC	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Recevoir une lumière sur la législation phytosanitaire ;</li> <li>- Les applications pratiques de la législation phytosanitaire dans l'exercice de mes fonctions ;</li> <li>- Obtenir les matériels nécessaires pour le contrôle phytosanitaire.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les deux premières attentes sont entièrement satisfaites ;</li> <li>- La troisième ne relève pas des attributions des animateurs.</li> </ul>
DJIBO KOULENGAR	DPVC	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Etre à mesure d'assurer le contrôle phytosanitaire à l'issue du séminaire ;</li> <li>- Etre capable de faire appliquer les textes réglementaires.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Attentes satisfaites.</li> </ul>
KOUCHIAKBE MADY HAMAN	DPVC	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Maîtriser la réglementation et le contrôle phytosanitaire en général.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Attentes satisfaites.</li> </ul>
SOLKEM NDJIKHOR	DPVC	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Améliorer mes connaissances sur la législation phytosanitaire afin de les transmettre à d'autres dans le cadre de mes activités de formation.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Attentes satisfaites.</li> </ul>
NDOUBAKOÏ TATOLOUM	DPVC	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Identification des ennemis des cultures ;</li> <li>- Procédure de mise en quarantaine ;</li> <li>- Différentes maladies des cultures.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La plupart de mes attentes sont satisfaites.</li> </ul>
DONANGBE REOU	DPVC	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Législation et contrôle phytosanitaire ;</li> <li>- Homologation des pesticides à usage agricole ;</li> <li>- Les matériels ou instruments de contrôle des produits agricoles ;</li> <li>- Destruction des produits agricoles périmés dans les pays en voie de développement</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mes attentes sont largement prises en compte.</li> </ul>
OUMAR ISSAKA	PVC	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Améliorer mes connaissances.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Législation en phytosanitaire des organismes de quarantaine en pratique ;</li> <li>- Gestion pratique des pesticides/appareils ;</li> <li>- Liste des organismes de quarantaine au Tchad.</li> </ul>

DJEKADOM RIABE SAMUEL	DPVC	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mieux comprendre la loi et les textes d'application ;</li> <li>- Faire des exercices pratiques de contrôle : <ul style="list-style-type: none"> <li>. sur les végétaux ;</li> <li>. sur les pesticides ;</li> <li>. sur les infrastructures de stockage des produits végétaux et les produits agropharmaceutiques.</li> </ul> </li> </ul>	- Je suis satisfait.
DJIMASDE MBAÏTOLOUM	Ministère de la Santé	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Acquérir des connaissances en plus.</li> </ul>	- Attentes satisfaites.
MAHAMAT HASSAN ALI	DPVC	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Souhaite obtenir des éléments permettant de mieux comprendre le thème ;</li> <li>- Souhaite obtenir des supports pédagogiques après la formation.</li> </ul>	- La formation a été très bien dispensée. Toutefois, le temps est insuffisant pour un tel sujet.
MOGAOU NAHARI	DPVC	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Techniques de contrôle phytosanitaire ;</li> <li>- Différents produits phytosanitaires homologués au Tchad ;</li> <li>- Les relations DPVC-partenaires ;</li> <li>- Technique d'échantillonnage des produits phytosanitaires ;</li> <li>- Technique de mise en quarantaine des produits saisis.</li> </ul>	- Attentes très satisfaites.
MADJIBAYE IDAÏNGAR	DPVC	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La place des pesticides dans la législation phytosanitaire ;</li> <li>- Le rôle joué par le Chef de Base Phytosanitaire dans la législation phytosanitaire ;</li> <li>- L'intérêt de l'homologation des pesticides ;</li> <li>- Le contrôle des denrées stockées ;</li> <li>- La quarantaine.</li> </ul>	- Attentes satisfaites.

TOLINE-NGUERA DANDOH	Ministère de la Justice	- Comprendre le contenu du thème « Législation phytosanitaire ».	- J'ai participé à cette formation en tant que profane, mais j'ai eu à découvrir beaucoup de choses.
OUSMANE AWADA	DPVC	- Connaître les règlements, les lois, les normes de contrôle ; - Connaître les maladies dangereuses nécessitant un contrôle et les pesticides prohibés par les conventions ; - Etre capable de faire comprendre la législation à une personne en infraction et s'opposant à la répression.	- Je suis très satisfait.
NADJI NGARSENA	Ministère de la Sécurité Publique	- Les contraintes majeures au niveau du Ministère de l'Agriculture en général et de la protection des végétaux en particulier ; - Les règles de contrôle sur les produits ; - Les agents habilités à faire le contrôle sur les produits.	- Attentes très satisfaites.
LELTA ODIMALTA	Ministère du Commerce	- Apprendre les différents textes législatifs et juridiques ; - Apprendre à différencier les différents produits pour la protection végétale ; - Apprendre à connaître les différents produits des faux sur le marché et surtout à la frontière.	- Je suis très satisfait. Cette formation a renforcé mes connaissances dans le domaine du phytosanitaire.
RIANDJODJIM NETOGLEMEL	Ministère de la Sécurité Publique	- Connaissance des différentes lois et règlements ainsi que leur classification par degré de supériorité et les détenteurs pour les mettre en exécution ; - La législation phytosanitaire.	- Attentes satisfaites.

ADAM HASSAN YACOUB	Ministère de l'Elevage	- Retenir les points communs en matière de législation phytosanitaire et zoosanitaire ; - Les dispositions prises en législation phytosanitaire pour sécuriser le bétail et les produits d'origine animale ; - Les dispositions prises en législation phytosanitaire pour sécuriser les pâturages naturels au Tchad.	- Néant
DOCTOR BELBANG TCHOROUN	DPVC	- Néant	- Mes attentes sont satisfaites.
DOUMASSOUM NODJIEOUEL	DPVC	- Néant	- A part l'insuffisance du temps qui était imparti, mon attente a été satisfaite malgré le manque d'infrastructures et de matériels adéquats pour les démonstrations pratiques.
BEMADJIEL NDOUMANGAR	DPVC	- Néant	- Néant
NEKAOU LAOUMAYE	DPVC	- Néant	- Néant
MAHAMAT KOURSI	Ministère de l'Environnement	- Néant	- Néant
TOUATONGAR GODOULO	Office National de Développement Rural	- Néant	- Rien de particulier, sauf que le temps d'intervention a été insuffisant.
MBAILASSEM PALEDE	Direction des Ressources en Eau et de la Météorologie	- Néant	- Néant

**ANNEXE 11** : Liste des documents dont la reproduction et la distribution aux participants à l'atelier et à la Bibliothèque de la DPVC étaient prévues

**A. DOCUMENTS RELATIFS AU CONTROLE PHYTOSANITAIRE**

- ❖ **BAL A. B., 1997** – Les insectes nuisibles, modes de dissémination et mesures de contrôle phytosanitaires. Atelier de formation « La législation phytosanitaire et son application dans les pays du CILSS », 3 pages.
- ❖ **CILSS, 1992** – Réglementation phytosanitaire commune aux Etats membres du CILSS, 19 pages.
- ❖ **CPI-OUA, 1986** – Création des infrastructures standards pour l'inspection et les traitements phytosanitaires IMPORT/EXPORT dans les postes de contrôle des pays membres de l'OUA, 30 pages.
- ❖ **CPI-OUA, 1988** – Réglementation phytosanitaire coordonnée pour l'Afrique ou Convention phytosanitaire pour l'Afrique, 7 pages.
- ❖ **CPI-OUA, 1988** – Convention Internationale pour la Protection des Végétaux (CIPV) – Version française de 1951 (extraite de la Réglementation phytosanitaire coordonnée pour l'Afrique), 8 pages.
- ❖ **CPI-OUA/GTZ, 1999** – Liste A1 des organismes de quarantaine pour l'Afrique, 40 pages.
- ❖ **FAO, 1999** – Convention Internationale pour la Protection des Végétaux (CIPV) – Version anglaise, 25 pages.
- ❖ **GAUTUN J-C., 1997** – La lutte contre les rongeurs. Atelier de formation « La législation phytosanitaire et son application dans les pays du CILSS », 18 pages.
- ❖ **LAZOUMAR H., 1997** – Les mauvaises herbes, modes de dissémination et mesures de contrôle phytosanitaire. Atelier de formation « La législation phytosanitaire et son application dans les pays du CILSS », 9 pages.
- ❖ **LAZOUMAR H., 1997** – Le Conseil Phytosanitaire Interafricain (CPI/OUA) : Réglementation et attribution – Autres institutions africaines en matière de contrôle phytosanitaire et de législation sur les pesticides. Atelier de formation « La législation phytosanitaire et son application dans les pays du CILSS », 16 pages.
- ❖ **LAZOUMAR H., 1997** – La mise en pratique d'une réglementation phytosanitaire – contrôles phytosanitaires à l'importation et à l'exportation. Atelier de formation « La législation phytosanitaire et son application dans les pays du CILSS », 13 pages.

- ❖ **NDIAYE M., 1997** – Les maladies (cas des champignons et des bactéries), modes de dissémination et mesures phytosanitaires. Atelier de formation « La législation phytosanitaire et son application dans les pays du CILSS », 8 pages.
- ❖ **OEPP, 1996** – Glossaire FAO des termes phytosanitaires (2<sup>ème</sup> Edition), 20 pages.
- ❖ **OMC, 1995** - Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires (Accord SPS), 15 pages.
- ❖ **SARR E., 1997** – Les virus et les nématodes des plantes, modes de dissémination et mesures de contrôle phytosanitaires. Atelier de formation « La législation phytosanitaire et son application dans les pays du CILSS », 11 pages.

## **B. DOCUMENTS RELATIFS AU CONTROLE DES PESTICIDES**

- ❖ **CILSS, 1999** – Réglementation sur l'homologation des pesticides commune aux Etats membres du CILSS – Version révisée, 27 pages.
- ❖ **COLEACP, 2000** – Initiative pesticides, dépliant de 4 pages.
- ❖ **DIARRA Boua, 1997** – Note de synthèse sur les pesticides destinée aux participants à l'Atelier de formation « La législation phytosanitaire et son application dans les pays du CILSS », 54 pages.
- ❖ **FAO, 1990** – Code international de conduite pour la distribution et l'utilisation des pesticides (Version amendée), 39 pages.
- ❖ **FAO et PNUE, 1999** – PIC : Convention de Rotterdam sur la procédure de consentement préalable en connaissance de cause applicable à certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l'objet d'un commerce international, 37 pages.
- ❖ **PNUE, 1999** – Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontaliers de déchets dangereux et de leur élimination – avec la modification de l'annexe I et l'addition des annexes VIII et IX adoptées lors de la quatrième réunion de la Conférence des Parties en 1998, 47 pages.
- ❖ **PNUE, 2001** – Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants (POPs) – Texte et Annexes, 50 pages.